

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18 019 BOURGES

BOURGES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL SAFETY KLEEN FRANCE

65 avenue Jean Mermoz
93 120 La Courneuve

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement SARL SAFETY KLEEN FRANCE implanté 13 rue du Vieux Domaine 18 100 Vierzon. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SAFETY KLEEN FRANCE
- 13 rue du Vieux Domaine 18 100 Vierzon
- Code AIOT : 0010011369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAFETY KLEEN FRANCE réalise une activité de mise à disposition de produits de dégraissage (lessiviel de dégraissage, dissolvant, détergent, fontaine de dégraissage) auprès d'industriels : fourniture de produits neufs de dégraissage, remplacement des produits usagés par des produits neufs chez l'industriel, reprise et évacuation des produits usagés. Elle dispose de 24 sites en France : 9 sites de traitement dont le site SAFETY KLEEN FRANCE de Montreuil-Juigné (49) et 14 sites dits satellites dont le site de Vierzon qui effectuent uniquement des opérations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux constitués par les produits de dégraissage récupérés chez les industriels, au titre de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des ICPE.

Le site de Vierzon est implanté sur un site en location comportant deux bâtiments mitoyens : l'un de 360 m² loué par la société SAFETY KLEEN FRANCE depuis 1993 et l'autre par un autre établissement industriel (société de maçonnerie). Aucune séparation n'existe sur les abords des bâtiments entre la société SAFETY KLEEN FRANCE et ce bâtiment tiers. Un portail condamne l'accès au site en dehors des horaires d'ouverture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite du 7 octobre 2020 ;
- Situation administrative de l'établissement ;
- Traçabilité des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Capacité de rétentions (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Mesures de préventions obligatoires	PPRI des rivières du Cher, de l'Arnon et de l'Yèvre à Vierzon du 24/07/2007, article A1-2-2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Règles de gestion des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Capacités de rétentions (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
3	Capacités de rétention (3)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 18/10/2023, article R.541-45	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
9	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de rétentions (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des conséquences de perte de confinement
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. [...].
Constats : Présence de 9 conteneurs GRV pleins de lessiviels usagés entreposés à l'extérieur du hangar (contre la façade Ouest) sur une zone sans rétention.
Observations : <u>Constat du 7/10/2020 :</u> Présence de 3 conteneurs GRV pleins de lessiviels usagés entreposés à l'extérieur du hangar (contre la façade Ouest) sur une zone sans rétention. Par courrier du 24/11/2020, l'exploitant a indiqué qu'il devait construire un espace de stockage à l'arrière du bâtiment afin de stocker l'ensemble des GRV de lessiviels usagés (10 maximum). Cet espace serait composé d'une dalle de béton au sol, de bacs de rétention de 1000 l pour stocker les GRV et d'un abri afin de protéger les bacs de rétention des intempéries. L'exploitant s'est engagé à mettre ce dispositif d'ici à fin avril 2021, afin de pouvoir construire la dalle béton au printemps lorsque les conditions météorologiques seront plus propices. Par courriels des 24/02/2022 et 17/03/2022, l'exploitant a indiqué avoir trouvé une solution permettant de répondre aux non-conformités. En effet la société souhaite mettre en place des murets de rétention et des barrières étanches tout autour du dépôt. Les GRV de lessiviels usagés seront stockés à l'intérieur du dépôt afin d'être sur rétention. Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les travaux de construction des murets de rétention et la pose des barrières étanches tout autour du dépôt ont été réalisés. Cependant, l'inspection des installations classées a constaté la présence de 9 conteneurs GRV pleins de lessiviels usagés entreposés à l'extérieur du hangar (contre la façade Ouest) sur une zone sans rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Capacités de rétentions (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des conséquences de perte de confinement
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : <u>Constat du 7/10/2020 :</u> Présence de fûts de lessiviels propres entreposés au sol dans le bâtiment sur la dalle béton sans rétention. Par courrier du 24/11/2020, l'exploitant a indiqué que des bacs de rétention allaient être ajoutés à l'intérieur du bâtiment afin que l'ensemble des fûts de lessiviels propres puissent être stockés sur rétention. Par courriel du 29/07/2021, l'exploitant a indiqué à l'inspection que des bacs de rétention ont été ajoutés afin d'être conformes à la réglementation. L'exploitant a également indiqué que les volumes de stockage unitaires sont inférieurs à 250 l et que le volume total est de 3 000 l, le volume de rétention total doit donc être de 20 % or le volume de rétention pour les lessiviels mis en place est de 1 500 l. Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection a constaté que les stockages de liquide susceptible d'engendrer des pollutions des sols sont réalisés sur rétention à l'intérieur du hangar.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention (3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des conséquences de perte de confinement
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : <u>Constat du 7/10/2020 :</u> Le volume du bac de rétention sur lequel sont entreposés 2 niveaux de fût de solvants de dégraissage n'est pas suffisant. Par courrier du 24/11/2020, l'exploitant a indiqué qu'une consigne a été diffusée aux équipes afin de ne pas entreposer sur deux niveaux les palettes de fûts de solvants pour que les volumes de rétention soient suffisants. Par courriel du 29/07/2021, l'exploitant a indiqué que la consigne a été diffusée aux équipes et est affichée dans le dépôt (une pièce jointe justifiant l'affichage de la consigne a été transmise à l'inspection). Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection a constaté de les travaux de mise sur rétention du bâtiment ont été réalisés et que les stockages de liquide susceptible d'engendrer des pollutions des sols sont réalisés sur rétention à l'intérieur du hangar. L'exploitant justifiera du volume total de la rétention du hangar.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Règles de gestion des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des conséquences de perte de confinement
Prescription contrôlée : II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés. [...]. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. [...]. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. [...]. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'exploitant justifiera de l'étanchéité et de la résistance de la rétention aux produits qu'elle est susceptible de contenir.
Observations : Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection a constaté que les rétentions sont en bon état et que les volumes de rétentions potentiels sont disponibles. Cependant, l'exploitant justifiera : <ul style="list-style-type: none">• que la capacité de rétention du hangar est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir ;• que la rétention du hangar résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis ;• que les réservoirs ou récipients entreposés sur la rétention du hangar ne contiennent pas des produits incompatibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Mesures de préventions obligatoires

Référence réglementaire : PPRI des rivières du Cher, ... à Vierzon du 24/07/2007, article A1-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions applicables aux biens et activités existants
Prescription contrôlée : <p>Les mesures suivantes doivent être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs, dans un délai de 5 ans suivant l'approbation du P.P.R.</p> <p>Le stockage de produits dangereux ou polluants, lorsqu'il est nécessaire aux activités autorisées ou à celles existant dans la zone à la date d'approbation du P.P.R, doit être réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit dans des récipients étanches, enterrés et ancrés, l'ancrage devra être calculé de façon à résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues ;• soit dans des récipients étanches, suffisamment lestés ou arrimés au sol par des fixations résistant à la crue ;• soit dans des récipients étanches, situés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues. <p>Dans tous les cas, les orifices de remplissage doivent être étanches et les débouchés de tuyaux d'événements placés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.</p>
Constats : <p>Les 9 conteneurs GRV des lessiviels usagés entreposés à l'extérieur du hangar (contre la façade Ouest) ne sont pas ancrés.</p>
Observations : <p><u>Constat du 7/10/2020 :</u> Les stockages de produits dangereux et de déchets dangereux sont réalisés en dessous de la côte des plus hautes eaux connues (102,2 cm). L'exploitant proposera des solutions pour placer en sécurité les stockages de produits liquides dangereux en cas d'alerte de crue.</p> <p>Par courrier du 24/11/2020, l'exploitant a indiqué qu'une procédure d'évacuation des produits et des déchets dangereux en cas d'alerte de crues va être mise en place afin de placer les stockages des produits dangereux.</p> <p>Par courriels des 24/02/2022 et 17/03/2022, l'exploitant a indiqué avoir trouvé une solution permettant de répondre aux non-conformités. En effet, la société va mettre en place des murets de rétention et des barrières étanches tout autour du dépôt. Cette infrastructure à l'avantage de mettre l'ensemble du site sous rétention mais également de nous prévenir du risque inondation puisque les murets de rétention seront d'environ 50 cm. Les GRV de lessiviels usagés seront stockés à l'intérieur du dépôt afin d'être sur rétention.</p> <p>Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection a constaté la présence de 9 conteneurs GRV de lessiviels usagés entreposés à l'extérieur du hangar (contre la façade Ouest), ces conteneurs ne sont pas ancrés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/10/2023, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant utilise le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection des installations classées a demandé (par échantillonnage) à l'exploitant de lui présenter la fiche de données de sécurité (F.D.S.) relative au solvant de nettoyage stockés sur le site. L'inspection a constaté que cette fiche de données de sécurité est facilement accessible et qu'elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise de l'exploitation
Prescription contrôlée : [...]. « Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...].
Constats : La périodicité de contrôle des installations électriques n'est pas respectée et les installations ne sont pas maintenues en bon état.
Observations : Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection a constaté que les installations électriques de l'établissement ont été contrôlées le 27 janvier 2023 par la société APAVE, le contrôle précédent a été réalisé le 29 octobre 2021. Le dernier rapport de contrôle mentionne six observations (dont cinq observations récurrentes). L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier la remise en conformité des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Situations d'urgence et moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. [...].
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection a constaté que les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Le dernier contrôle périodique des moyens de lutte contre l'incendie a été réalisé le 27 mars 2023 par la société " DESAUTEL Protection Incendie ", le rapport de ce contrôle mentionne la vérification et l'entretien de trois extincteurs portatifs et d'une couverture anti-feu. Le précédent contrôle avait été réalisé en février 2022. Lors de la visite, l'exploitant a également présenté à l'inspection des installations classées la fiche d'intervention mentionnant le remplacement de la centrale d'alarme incendie et des batteries par la société " 2CM Système " en date du 11 septembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite